


accenture

PLAN DE RELANCE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

VIDEO TRANSCRIPT

Comment le volet “transition écologique” du plan de relance est-il mis en œuvre en France ? Quel rôle des opérateurs comme l'Agence de la transition écologique (Ademe) jouent-ils ? Débat autour de **Geoffrey Abécassis**, responsable “plan de relance” à l'Ademe, conseiller du président de l'Ademe, et **Xavier Auburtin**, Directeur Exécutif, Conseil en management pour le secteur public en France d'Accenture. Une émission enregistrée le 6 juillet 2021 à l'occasion des Rencontres des acteurs publics.

Acteurs publics : Il n'a échappé à personne que plan de relance au niveau européen et transition écologique sont étroitement liés. D'abord un chiffre pour commencer cette émission : 30 milliards sur 100 milliards du plan de relance sont fléchés vers la transition écologique. 30% cela peut paraître énorme mais quand on voit les priorités du gouvernement ce n'est pas tant que cela. Ces priorités sont : la rénovation énergétique des bâtiments, décarbonation de l'industrie, mobilités du quotidien et soutien au ferroviaire, développer l'hydrogène vert, biodiversité, lutte contre l'artificialisation et transition agricole. Xavier, quel impact peut-on attendre à l'échelle européenne en termes de relance mais aussi d'ambition écologique du volet transition écologique.

Xavier Auburtin : Je suis content de parler de ce sujet-là puisque vous aviez mis ces rencontres des acteurs publics sur le thème de comment réussir la sortie de crise et le volet transition écologique apporte un point positif sur des investissements qui vont être utiles. L'Union européenne ne s'est pas trompée en demandant aux pays membres qui demandait de l'aide fonds européens ou de prêts européens de proposer dans leurs plans de relance des investissements sur la transition écologique à hauteur de 37 %.

C'est un chiffre important qui cache cependant plusieurs réalités. Il faut savoir que certains pays ont pris 37% des fonds européens mais tous ne financent pas intégralement leur plan de relance avec des fonds européens. C'est l'exemple de la France et de l'Allemagne. En Allemagne les fonds européens qui ont été demandés sont à hauteur de 38 % et représentent plutôt un effort de 21% de l'intégralité du plan de relance. Il y'a deux thèmes essentiellement sont couverts par ces plans de relance : c'est d'abord la transition vers un monde beaucoup plus décarboné avec le développement des énergies renouvelables, le développement de la filière hydrogène et Les constructions vertes rang.

Copyright © 2019 Accenture
All rights reserved.

Accenture, its logo, and High
Performance Delivered are
trademarks of Accenture.

En Italie 15 milliards d'euros sont consacrés à ce volet sous forme de déduction fiscale, ce qui est intéressant car c'est de l'argent plus facile à engager que de mettre en œuvre des subventions. L'Espagne va aussi sur tous ces aspects là et cherche à conditionner ses aides sur le fait de pouvoir justifier d'un impact d'au moins 30% des investissements sur le plan du développement durable. De gros montants sont donc en jeu : à présent il faut vérifier que les plans de relance dans leur intégralité n'ont pas d'un côté des investissements qui sont en faveur du développement durable et de l'autre côté des investissements qui sont négatifs.

L'OCDE a fait un travail très intéressant avec le Green Recovery Tracker qui fait le solde entre le positif et le négatif.

Acteurs publics : Sur le volet transition énergétique, il y a des disparités importantes dans les montants d'investissements prévus entre la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.

X.A. : Les sommes engagées sont en effet différentes et sont à la hauteur des montants des plans de relance. En France on a un plan de relance à 100 milliards, 120 milliards pour l'Allemagne et 235 milliards pour l'Italie. L'Italie investit des sommes faramineuses sur ce sujet, notamment 31 milliards pour le développement des mobilités vertes. Ça concerne essentiellement le renouvellement du ferroviaire puisque même s'il y a un développement des lignes à grande vitesse en Italie, je crois que tout le sud de l'Italie en est dépourvu. Les investissements sont donc différents mais les priorités sont partagées, guidées par l'Europe.

A.P. : Geoffrey Abécassis, responsable "plan de relance" au cabinet du président de l'Ademe, la France n'a évidemment pas attendu la validation européenne de son plan pour démarrer. Quel rôle joue l'Ademe dans le déploiement du plan de relance ? Est-ce que les entreprises, les collectivités, les associations, les organismes de recherche profitent de cette manne ?

Geoffrey Abécassis : L'Ademe s'est mise en ordre de marche juillet 2020 dans la préfiguration du plan de relance en jouant son rôle de d'éclaireur auprès du gouvernement et signaler qu'aujourd'hui on est dans une situation catastrophique, de crise. Comment mettre en place une relance transition ? On va essayer de revenir sur des éléments de croissance, pour autant on peut l'amener d'une façon peut-être avec plus de sobriété et de l'efficacité énergétique. L'Ademe s'est mise en ordre de marche tout de suite et dès 2020 ce sont près de 120 millions d'euros qui ont déjà été engagés sur la décarbonation l'industrie qui était le premier le premier sujet sur lequel l'Ademe s'est mobilisée. Aujourd'hui le plan de relance pour l'Ademe représente environ 2 milliards d'euros. Donc parmi les 30 que vous citez tout à l'heure, 2 milliards sont opérés par l'Ademe autour de 5 grandes thématiques : la décarbonation d'industrie qui est le plus gros en termes de montant et peut-être même en termes d'enjeux, l'économie circulaire à hauteur de 500 millions d'euros, les mobilités particulièrement autour de l'hydrogène, la dépollution des friches et l'intégralité des PME qu'on essaye de toucher, tous secteurs d'activités confondus.

Ce plan de relance vient dans une logique de massification et d'accélération de la transition. On n'est pas sûr de la R&D. Pour cela il existe d'autres il y a par exemple le programme d'investissements d'avenir qui lui est vraiment dédié à l'émergence de solutions innovantes. Dans le cadre du plan de relance on cherche à massifier accélérer la transition et ce au travers d'investissements. Donc effectivement c'est la plupart des aides qui sont qui sont alloués à des entreprises, à des collectivités, à des associations, ce sont des aides à l'investissement et ce ne sont que des subventions.

Copyright © 2019 Accenture
All rights reserved.

Accenture, its logo, and High Performance Delivered are trademarks of Accenture.



Ce n'est ni des prêts, ni des avances remboursables, mais des subventions dans le cas du plan de relance.

A.P. : on le voit avec l'Ademe, les agences et opérateurs sont mobilisés sur ce plan de relance. Tout l'enjeu réside dans le pilotage des plans, des appels à projets.

X.A. : Effectivement, les plans de relance qui ont des mesures fiscales ou des soutiens de trésorerie c'est relativement simple. On a vu qu'il y'a de vrais enjeux à avoir une capacité à vraiment avoir les fonds. En Italie, ils ont annoncé très récemment qu'ils allaient largement simplifier leurs procédures et notamment des appels d'offres pour être capable de réussir à engager les sommes des plans de relance, chose qu'ils n'ont pas forcément réussi à faire avec le fonds européen. Cela signifie qu'une fois qu'on a lancé les appels à projets et une fois qu'on a les idées, reste la phase de réalisation et de suivi dans une logique de pilotage de projets et de pilotage de la valeur sur un certain nombre d'axes, qui peuvent être les axes sociétaux : comment est-ce que l'on va créer via ses actions plus de cohésion et de qualité de vie ? Sur le plan environnemental, on peut réfléchir à une utilisation plus responsable et efficiente des ressources, comment je limite l'impact carbone, comment je limite tout au long du cycle de vie de développement d'un produit ces aspects-là, comment j'impact positivement les écosystèmes et la biodiversité. Et puis il y'a aussi bien entendu la valeur économique qu'il faut aller chercher et regarder si on a de la création de valeur d'un côté et de la réduction de coûts de l'autre. Et positionner des indicateurs derrière chacun des projets ce qui doit être un travail assez considérable.